

MAGHREB/AFRIQUE SUBSAHARIENNE : Nouveaux enjeux des migrations transfrontalières et défis.

Je suis très honorée de prendre part à cette 3^{ème} édition des Rendez-vous de l'Histoire de Rabat à laquelle Messieurs Mohamed Kenbib et Jamal Baddou ont bien voulu m'inviter.

Je remercie et félicite les organisateurs de cette belle initiative de l'avoir consacrée, cette année, aux relations entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne qui ont effectivement besoin d'être réexaminées avec rigueur et objectivité eu égard aux faits qui nous empêchent d'aller de l'avant ensemble et les uns vers les autres.

Je le regrette, en tant femme noire, originaire de l'un de ces pays, le Mali, dont les ressortissants, dans leur quête d'Europe, tentent, par milliers, de transiter par le Maghreb.

Les événements sanglants de Ceuta et Melilla, leur situation de plus en plus dramatique au Maroc ainsi que dans d'autres pays du Maghreb attestent que le sentiment de la différence et de la distance tendent à l'emporter sur celui de l'appartenance à un même continent, confronté d'un bout à l'autre aux mêmes défis du chômage notamment celui des jeunes, de la pauvreté monétaire et de l'émigration vers l'Europe.

Qu'on le veuille ou non, il y a désormais un avant et un après Ceuta et Melilla. Nous, en tant que ressortissants de l'autre rive du Sahara, lisons dans les regards et les attitudes qui ont changé à notre égard. Le discours dominant sur l'émigration fait de nous des "illégaux", des "clandestins". Au Centre Amadou Hampâté BA (CAHBA) où j'ai accueilli des dizaines de Maliens, Camerounais, Congolais... chassés de Gourougou et Ben Younech à la suite des événements de Ceuta et Melilla, ces derniers s'interrogent sur ce qu'il en est ou ce qui reste de l'appartenance du Maghreb à l'Afrique dans la mesure où l'appellation "Africains" ne s'applique qu'à nous, les Noirs.

Au cours de l'atelier d'écriture que nous avons organisé avec eux, ils nous ont parlé des souffrances qu'ils ont endurées, de l'humiliation subie en terre africaine du Maroc et nous ont montré des blessures corporelles, mal cicatrisées et des plaies ouvertes.

L'espoir réside dans l'esprit de discernement avec lequel la plupart d'entre eux lisent cette terrible réalité. Ils sont conscients de l'intoxication d'une bonne partie de l'opinion marocaine par des médias et des hommes en uniforme et sont, par contre, reconnaissants envers tous ceux et celles qui ne perdent pas de vue le fait que les jeunes du Maghreb eux-mêmes sont victimes du même chômage chronique qui impose l'émigration à ceux de l'Afrique subsaharienne.

"Pourquoi ces hommes et ces femmes se sont-ils trouvés, en grand nombre, à la frontière Sud de l'Europe à partir de la décennie 90 ?" "Que faire ?" sont parmi les

questions dont la clarification peut contribuer à améliorer l'image de l'Afrique subsaharienne en Afrique du Nord et vice versa.

La Conférence de Rabat sur migrations et développement (juin 2006) n'a pas examiné ces questions avec l'objectivité et la perspicacité qu'exige la gravité de la situation. Elle s'est gardée d'aborder l'émigration clandestine comme l'une des conséquences les plus parlantes de l'échec des politiques d'ouverture aux forçés des économies africaines à un commerce mondial déloyal. L'Europe est restée campée dans le "tout sécuritaire", lors de cette rencontre, et a obtenu des pays de transit, ainsi que des pays d'origine des garanties quant à une meilleure protection de sa frontière Sud. Nos négociateurs qui ont plaidé pour davantage de développement occultent le fait qu'ils revendiquent un processus qui consiste surtout à huiler les rouages de l'extraversion économique qui aura appauvri des pans entiers de nos sociétés. En d'autres termes, nous tournons sur nous-mêmes en refusant de nommer la logique marchande qui est en train d'engendrer des bouleversements sans précédent dans l'organisation de nos sociétés, de nos systèmes de production mais aussi de pensée. Le fait que les pays riches qui servent de modèle à nos gouvernants soient confrontés aux mêmes difficultés dont le chômage, la précarité et l'intolérance nous échappe.

Mon pays, le Mali, où en 1991, trois cent personnes ont payé de leur vie pour l'alternance politique, va de charybde en scylla, pour avoir investi dans la production et l'exportation du coton pendant que les USA et l'Europe accordent des subventions à leurs producteurs.

Les paysans maliens doivent se contenter à l'heure actuelle de 160 centimes par kilo de coton graine contre 210 en 2005 quand grâce aux subventions agricoles américaines et européennes les milliardaires de l'or blanc trinquent chaque année à la gloire du marché prétendument libre et concurrentiel. Le secteur de la pêche est également le lieu d'un prétendu partenariat qui pille les ressources halieutiques des côtes ouest-africaines et appauvrit les populations qui vivaient de la pêche au profit des industriels du secteur dont les Européens.

Dans le même contexte, les réformes de la fonction publique, de l'agriculture, des transports ainsi que la privatisation des services publics dont bien des entreprises françaises tirent profit auront heurté de plein fouet les sociétés africaines, avec des conséquences particulièrement graves pour les groupes vulnérables que sont les paysans, les femmes et les jeunes.

Est-ce étonnant, à partir de ce moment, que figurent parmi les candidats à l'émigrations clandestine des paysans et des fils de paysans, des pêcheurs et des fils de pêcheurs qui cheminent avec des jeunes diplômés sans emploi, des fonctionnaires, des enseignants, des infirmiers aux salaires de misère ?

Ce n'est nullement un hasard si la récente vague migratoire l'Europe, notamment celle qui emprunte les voies maritime et terrestre, date de la décennie 90, qui

correspond au moment où les conséquences désastreuses des programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale se sont fait sentir en ville comme à la campagne.

Les migrants, contraints à la clandestinité parce que privés de documents de voyage sont souvent des femmes et des hommes à qui la communauté internationale reconnaît le droit d'élire ceux qui les gouvernent mais jamais celui de choisir ni même de comprendre les politiques économiques que ces derniers sont obligés de mettre en œuvre.

Le danger du discours misérabiliste, condescendant et hypocrite quant aux causes profondes des maux de l'Afrique et l'émigration clandestine revêt au moins quatre dimensions :

- la poursuite et l'approfondissement de réformes néolibérales aussi douloureuses que destructrices au nom du développement. Elles ne profitent qu'à une poignée d'Africain(e)s, le co-développement dans ces circonstances n'étant que colmatage de brèches.
- la légitimation de la violence étatique contre les victimes de l'ouverture forcée de l'Afrique des économies africaines au commerce déloyal, comme à Ceuta et Melilla. Ces événements n'auraient pas eu lieu si, en amont, les prix des produits agricoles n'avaient pas chuté et si les privatisations et la libéralisation n'avaient pas consisté à brader les entreprises africaines au profit des grandes entreprises des pays riches.
- la criminalisation de l'émigration clandestine qui, en réalité, consiste à blâmer et à brimer les victimes des réformes non concertées, non informées et, à plus raison, organisées dans la défense de leurs droits économiques, sociaux et politiques. Elles fuient parce que impuissantes face à la destruction du tissu économique, du lien social et des écosystèmes dans leurs pays.
- le renforcement de la coalition des nations riches contre des peuples dont ils ont aggravé la vulnérabilité et l'encouragement de leurs dirigeants à la trahison et à la corruption à coups de financements.

Le défi d'une gestion responsable et pacifique des flux migratoires africains réside, dès lors, dans le courage politique de relever le lien entre le libéralisme économique, la paupérisation des Africains et départs des jeunes en quête d'emplois. Il devra s'en suivre un changement radical du discours et du regard sur l'Afrique toute entière dans les médias et les esprits.

Aminata D. TRAORE